



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

# Gestion municipale et pouvoir local en milieu rural

G. Deiller, D. Goffre, Monsieur Jean-Yves Nevers

## Résumé

L'analyse comparative des données budgétaires sur une longue période (1950-1980) montre qu'en dépit de l'aggravation de la crise des finances locales depuis 1965, il subsiste une certaine marge d'autonomie qui permet aux municipalités rurales de développer des modèles assez différents de gestion reflétant des choix entre des demandes locales concurrentielles.

## Abstract

The comparative analysis of budgetary data for a long period of time (1950-1980) shows that in spite of local finance crisis aggravation since 1965, there subsists some marginal autonomy which allows rural municipalities to develop some different administration models reflecting choices between local competitive requests.

## Citer ce document / Cite this document :

Deiller G., Goffre D., Nevers Jean-Yves. Gestion municipale et pouvoir local en milieu rural. In: Économie rurale. N°142, 1981. p. 31;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.4308>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1981\\_num\\_142\\_1\\_4308](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_142_1_4308)

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# GESTION MUNICIPALE ET POUVOIR LOCAL EN MILIEU RURAL

DEILLER G., GOFFRE D., NEVERS J.-Y.

**mots clés :** Municipalité, budget, pouvoir local, équipements.

Centre de Recherches Sociologiques, CNRS, Université de Toulouse Le Mirail, 109 bis, rue Vauquelin, 31081 Toulouse Cedex. Tél. (61) 41.11.05.

**Résumé :** L'analyse comparative des données budgétaires sur une longue période (1950-1980) montre qu'en dépit de l'aggravation de la crise des finances locales depuis 1965, il subsiste une certaine marge d'autonomie qui permet aux municipalités rurales de développer des modèles assez différents de gestion reflétant des choix entre des demandes locales concurrentielles.

## MUNICIPAL MANAGEMENT AND LOCAL POWER IN THREE RURAL COMMUNES

**Summary :** The comparative analysis of budgetary data for a long period of time (1950-1980) shows that in spite of local finance crisis aggravation since 1965, there subsists some marginal autonomy which allows rural municipalities to develop some different administration models reflecting choices between local competitive requests.

L'objectif de la recherche était de dégager, à partir d'une analyse des données financières concernant trois communes rurales (421, 811, 1 062 habitants) sur une longue période (1950-1979), les principales phases de l'évolution des gestions municipales, la marge d'autonomie des équipes municipales et, éventuellement l'incidence de leur capacité propre d'initiative dans le cadre de la tutelle étatique.

On a pu distinguer assez nettement quatre périodes :

**1950-1955 :** La situation initiale des trois communes se caractérise par le bas niveau des dépenses totales, un effort d'équipement très modeste, un endettement nul ou faible. Tout indique une certaine léthargie et un modèle de gestion « en bon père de famille ».

**1955-1965 :** On observe une progression assez vigoureuse des dépenses totales, liée beaucoup plus à l'accroissement des charges ordinaires qu'à celle des investissements. Ceux-ci concernent essentiellement l'entretien de la voirie et les réseaux. La moyenne annuelle des dépenses d'équipement est inférieure à 250 000 F 1979.

**1965-1975 :** Dans cette période s'amorce une différenciation assez remarquable entre deux types de gestion. Dans une commune, la plus peuplée, les dépenses totales doublent, les dépenses d'équipement étant multipliées par cinq, tandis que triple la charge de la dette. Cette gestion « dynamique » est orientée vers le financement d'équipements sociaux (école, foyer rural, stade, lotissement HLM...), mais surtout vers les travaux importants d'assainissement (station d'épuration). Dans les deux autres communes, l'évolution des dépenses totales est proche de la stagnation. On observe cependant une réorientation remarquable des dépenses d'équipement qui plafonnent à moins de 300 000 F 1979/an : la part consacrée aux infrastructures diminue celle affectée aux équipements socio-culturels augmente sensiblement.

**A partir de 1975,** dans les trois communes, on assiste à une progression régulière des dépenses d'équipement ce qui vaut d'être souligné puisqu'elle se situe dans une conjoncture de crise économique et d'austérité étatique.

Au total, il faut souligner que la progression ou le maintien des dépenses totales dans un contexte de dépopulation et de faible accroissement des ressources propres débouche sur des situations financières extrêmement critiques : en 1978, les charges de la dette ont absorbé entre 27 et 31 % des recettes ordinaires.

Ces données, replacées dans le cadre de la situation de chaque commune permettent dans une certaine mesure de dégager la signification des gestions municipales :

**Le modèle de gestion stagnante** est associé à deux types d'évolution démographique. Dans une commune qui perd entre 1954 et 1975 plus de 37 % de sa population, le maintien d'un même niveau de dépenses entre 1960 et 1978 apparaît comme une forme de résistance au déclin et à la désertification communale. Ce niveau correspond à un volume de dépenses incompressible au-dessous duquel la municipalité ne peut plus assurer par elle-même le minimum de service et d'équipements qui permet la survie de la commune comme collectivité vivante. La stagnation n'est ici qu'apparente : elle recouvre une gestion dynamique impulsée par un maire actif. Dans l'autre commune dont la situation démographique est beaucoup moins défavorable (la population ne diminue que de 11 % entre 1954 et 1975) le principal souci de la municipalité semble avoir été de limiter la pression fiscale en maintenant l'interventionnisme municipal aux seuls travaux réclamés par les agriculteurs, en l'occurrence l'entretien de la voirie. Le changement de maire en 1975 s'est, du reste, accompagné d'une reprise et d'une diversification des investissements.

**Le modèle de gestion dynamique** dont les orientations sociales sont bien marquées est le fait d'une municipalité socialiste dirigée par un maire qui dispose d'un réseau relationnel large et intégré au système notabiliaire départemental. Mais l'efficacité du maire n'est pas seule en cause : le fait que la commune ait maintenu une population avoisinant les 1 000 habitants indique sans doute l'existence d'un seuil au-delà duquel il existe des possibilités certaines de développer une gestion plus interventionniste et plus diversifiée.